

Sous la direction de
SERGE BERSTEIN et JEAN-PAUL THOMAS

Le PSF

Un parti de masse à droite

Préface de
JEAN-NOËL JEANNENEY



CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Fondé par le colonel de La Rocque en 1936 après la dissolution des Croix de feu, le PSF (Parti social français) a connu un succès foudroyant, avant que le déclenchement de la guerre en 1939 ne brise son élan, puis ne provoque sa disparition. Avec plus d'un million d'adhérents à son apogée, il fut la formation politique la plus nombreuse jamais réunie depuis la naissance des partis. Souvent assimilé au « fascisme » par ses détracteurs, le PSF s'inscrit en réalité dans une généalogie bien différente, qui relève de l'histoire de la droite française et de ses mutations, du XIX^e siècle à nos jours. Les auteurs réunis dans cet ouvrage décryptent les influences croisées qui ont façonné l'idéologie du PSF, et en particulier l'héritage du catholicisme social, combiné à une version du nationalisme en voie de modération après l'expérience unanime de l'Union sacrée. Ce sont bien ces deux courants qui irriguent l'expérience du PSF et font de celui-ci l'aboutissement de l'évolution qui conduit du bonapartisme à la république à exécutif fort, par le fil directeur de la recherche d'une démocratie efficace.

Professeur émérite des universités à Sciences Po Paris, spécialiste de l'histoire politique du XX^e siècle, Serge Berstein a notamment publié La France des années trente (1988), Les Cultures politiques en France (dir., 2003) et, en collaboration avec Pierre Milza, le Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme (2010).

Historien, professeur honoraire de chaire supérieure, Jean-Paul Thomas a enseigné en classes préparatoires au lycée Henri IV (Paris). Auteur de la thèse Droites et rassemblements du PSF au RPF (2002), il est chercheur associé au Centre d'histoire de Sciences Po.

Le PSF

Un parti de masse à droite

Sous la direction de
SERGE BERSTEIN et JEAN-PAUL THOMAS

Le PSF

Un parti de masse à droite

(1936-1940)

Préface de Jean-Noël Jeanneney

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Préface

Jean-Noël Jeanneney

« Plaidoyer pour une histoire délaissée » : tel était le titre d'un article que René Rémond donna à la *Revue française de Science politique*, en 1957. Il y déplorait que la recherche se désintéressât largement, à l'époque, de la période de l'entre-deux-guerres et en particulier des années trente – entre les deux « massifs » de la Première et de la Seconde Guerre mondiale, qui paraissaient alors monopoliser la curiosité.

Il dessinait à grands traits les pistes qu'il conviendrait d'explorer : le fonctionnement des institutions, les biographies des acteurs, les affrontements des personnes et des groupes, l'influence des journaux, les moments spasmodiques, les syndicats et les partis, le rôle des représentations. Or, si l'on peut constater qu'en soixante ans ces défis ont été, dans l'ensemble, heureusement relevés de tous côtés par l'historiographie française et étrangère, ce ne l'a pas toujours été à la mesure de l'importance des sujets – et ces inégalités de traitement stimulent la curiosité.

Ainsi en va-t-il du Parti social français, qui n'avait pas été étudié, jusqu'à présent, à la mesure de son importance : alors qu'il s'agit d'une formation qui fut le seul parti de masse, sous la Troisième République, et qui demeure, par le nombre de ses militants, le plus grand qu'ait connu la France. On trouvera, chemin faisant, diverses explications à cette étonnante lacune que vient commencer de combler l'ouvrage collectif que voici.

La brièveté de l'essor du PSF et la promptitude de son effacement comptent pour beaucoup dans ce phénomène – nul ne pouvant dire ce qu'il fût advenu si les élections prévues pour le

mois de mai 1940 s'étaient déroulées normalement. Facteur qui se combine avec un autre, souvent observé par qui se soucie de la postérité des individus et des groupes : l'absence d'un héritage partagé ultérieurement par des familles qui aient le goût de se réclamer de cette tradition. La position ambivalente, notamment, de La Rocque durant le conflit, refusant à la fois de s'engager à Vichy et de suivre de Gaulle, rejoignant une résistance marginale affiliée aux Anglais sans rompre ouvertement avec le Maréchal, l'a privé d'une descendance propre à mettre au service de sa mémoire et de son mouvement la fierté d'une fidélité. Les siens se dispersèrent.

Faisons surtout sa part à un discrédit qui résulte jusqu'aujourd'hui d'un puissant effet de rémanence rétinienne. La simplicité binaire des combats politiques, après le Six-Février 1934, avait entretenu la gauche de ce temps-là dans l'idée d'une similitude, voire d'une complicité entre toutes les formations de la droite sorties des activités feutrées d'antan et les régimes triomphant en Italie et en Allemagne. Conviction sincère ou affirmation intéressée ? Peu importe ici : le résultat en fut que cette fallacieuse « extension du domaine du fascisme » jusqu'au PSF marqua profondément les esprits et les cœurs, du côté du « parti du mouvement », et que cette idée fausse devint une donnée réelle.

Pour en vérifier la prégnance, à présent encore, il n'est que de voir la manière – ce champ est toujours révélateur – dont un bon nombre de documentaires ou de fictions proposés à la télévision continuent de confondre, de bonne ou de mauvaise foi, en utilisant toutes les facilités du montage, les troupes de La Rocque, quand celles-ci manifestent en bon ordre, avec les défilés des dictatures qui triomphent de l'autre côté du Rhin et des Alpes.

Ajoutons que les historiens, chez nous et ailleurs, ont été, si je puis dire, aspirés par la controverse provoquée par une passion : celle de ceux qui voulaient à tout prix voir dans le parti de La Rocque, après les Croix de feu, en tirant parti d'une mémoire figée, l'avatar éclatant d'un fascisme français que notre terre aurait porté, plus encore que les pays voisins, jusqu'à une sorte d'incandescence.

Nous sommes plusieurs à avoir fait litière de cette thèse, en en dénonçant, récemment encore, les faiblesses¹. Michel Winock y revient plus loin – une dernière fois ? – et aligne tous les arguments possibles destinés à en convaincre. Mais il s’agissait, cette affaire étant clarifiée, de se porter au-delà, comme le fait ce livre ; de se consacrer à toutes les facettes de l’histoire du PSF dont on peut escompter qu’elle va, du coup, rejoindre ces rivages de la sérénité et de l’équanimité où Clio préfère déployer ses élans et ses attraits.

« C’est plus compliqué que vous ne le pensez ». Nous sourions parfois, dans notre corporation, de cette formule stéréotypée dont l’usage nous est familier. En l’occurrence, pourtant, rien de plus vrai, et je gage que le lecteur dont la religion n’est pas faite à l’avance trouvera constamment l’occasion, au long de ces pages, de pourfendre les clichés et d’apprécier les nuances. Sur la doctrine sociale du PSF, par exemple, sur le rejet de l’antisémitisme à la tête et les tentations régionales inverses ou encore sur l’attitude du colonel pendant l’Occupation, il appréciera les vertus d’interprétations loyales et pondérées.

Je me garderai d’esquisser la moindre synthèse : Serge Berstein et Jean-Paul Thomas, en fixant la problématique, Gilles Richard, en tirant des conclusions fermes (et qui, comme il convient, rebondissent vers d’autres interrogations), y pourvoient. Ainsi replacent-ils avec pertinence les diverses contributions dans un ensemble cohérent. Ainsi la mosaïque se dessine-t-elle. Ainsi se comprend mieux la tessiture des moments successifs.

Saluons au moins la manière dont s’éclaire ici, d’un texte à l’autre, d’un point de vue temporel, la dialectique entre les mentalités du long terme et les comportements de conjoncture, entre les forces qui parcourent la nation en profondeur et les surprises de la contingence. Comme aussi, d’un point de vue spatial, les tensions qui opposent, du Nord au Sud, de l’Est à l’Ouest, les composantes du parti. Comme aussi l’efficacité d’une emprise sociale

1. Renvoyons à Serge Berstein et Michel Winock (dir.), *Fascisme français ? La controverse*, Paris, CNRS Éditions, 2014 : l’occasion en fut donnée par des écrits retentissants de Zeev Sternhell.

animant tout un réseau d'initiatives et d'organisations qui peuvent seules fonder un parti de masse.

On prête à un leader d'une droite antérieure cette formule explicite : « J'ai besoin d'électeurs, pas de militants : les militants me fatiguent ! » Voilà bien une formule que le PSF frappa d'un seul coup d'obsolescence.

En somme, par-delà le grand sujet qui se trouve enfin approfondi dans ces pages, peut-on y voir au travail les modes de réflexion qui ont donné, depuis deux ou trois générations, une vigueur renouvelée à l'histoire politique, une histoire qui était encore souvent considérée par beaucoup lorsque nous étions sur les bancs de l'université, avec quelque condescendance, pour ne pas dire de commisération. Ce temps est bien révolu et ce livre tout à la fois tire profit de ces progrès et en signifie l'évidence.

Introduction

Serge Berstein et Jean-Paul Thomas

Dans l'histoire de la France du xx^e siècle, le PSF constitue une incontestable énigme en raison des interrogations que posent sa nature et l'audience considérable qui fut la sienne. Formation originale née des mutations successives d'une association d'anciens combattants en ligue politique, puis de celle-ci en parti, le PSF a connu un succès foudroyant, avant que le déclenchement de la guerre en 1939 ne brise son élan, puis ne provoque sa disparition. Toutefois, sa trace dans l'histoire demeure forte, puisqu'avec plus d'un million d'adhérents à son apogée, il a été la formation politique la plus nombreuse jamais réunie depuis la naissance des partis. Pour autant, il est malaisé de tirer des conséquences de ce succès fulgurant puisque celui-ci est fugitif, que le champ d'observation ne s'étend que de 1936 à 1940 et que ses prétentions électorales pour le scrutin de 1940 (évaluées à une centaine d'élus), accréditées par certains observateurs de l'époque, discutées par d'autres, n'ont jamais pu être vérifiées faute de la tenue de cette élection.

À cette inconnue s'en ajoute une autre qui porte sur la nature même du PSF. Parti de masse de droite, né à l'époque de l'émergence des partis et des régimes totalitaires dans nombre de pays européens, il a été assimilé à ceux-ci par ses adversaires de gauche et par ses détracteurs qui ont vu en lui la version française du fascisme. Bien plus, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ses nombreux héritiers, élus plus tard sous d'autres auspices, se sont généralement abstenus de l'invoquer, compte tenu de l'image défavorable qui était la sienne à la Libération. Or ce jugement sommaire, paresseusement repris par quelques historiens anglo-

saxons contemporains ou quelques sociologues dont le point commun est de n'avoir pas consulté les archives de l'organisation, a été vivement contesté par les historiens français spécialistes de la période, pour qui le PSF s'inscrit dans une généalogie bien différente qui relève de l'histoire du nationalisme français et de ses mutations du XIX^e siècle à nos jours.

L'objet du présent ouvrage n'est pas de verser dans des polémiques stériles qui n'ont aucune chance de faire avancer la connaissance historique, mais de s'appuyer sur les archives disponibles afin de comprendre ce que fut vraiment le PSF à travers les éléments saillants de sa pensée et de son action. En d'autres termes, il s'agit de se livrer à une analyse dépassionnée en répondant à un certain nombre d'interrogations qui dépassent par leur ampleur et leur portée le seul cas du PSF et éclairent d'un jour nouveau les comportements et la culture politique de la société française des années trente. En filigrane se pose la question essentielle de comprendre comment et pourquoi, une association élitiste et ultra-minoritaire dans le monde des Anciens combattants a pu donner naissance à un parti politique qui a attiré à lui une masse considérable d'adhérents. La réponse est évidemment plurielle et réside dans les analyses des historiens qui ont rédigé les contributions des trois premières parties de l'ouvrage. En premier lieu, le PSF offre à la droite française une idéologie inspirée de l'expérience de la guerre et de la fraternité des tranchées, expérience commune à la grande majorité de la population qui a communiqué dans l'espoir d'une victoire chèrement acquise. Politiquement, le PSF se réclame d'une volonté de rassemblement des Français, par opposition à la lutte des classes des partis d'extrême gauche, et exalte l'idée de nation face à l'internationalisme de ces derniers. De surcroît, à l'instar des théoriciens de la réforme de l'État, il se prononce pour un pouvoir exécutif fort, ce qui le disqualifie aux yeux des républicains partisans de la prépondérance du Parlement dans le système institutionnel. Enfin, dans une période de crise et de difficultés, il insiste sur la dimension sociale de son action, multipliant les œuvres d'assistance et créant même des syndicats dans une perspective corporatiste, celle de la profession s'organisant elle-même. De surcroît, ce parti, décidément original, accorde

aux femmes une place importante qu'on chercherait en vain dans le monde politique de l'époque et, au sein d'une droite où l'anti-sémitisme affleure aisément, tente de lutter contre celui-ci – avec un succès mitigé il est vrai – en particulier dans les fédérations d'Alsace ou d'Algérie. Enfin, il rejette expressément le fascisme, étranger à ses yeux aux cultures politiques françaises, condamne le totalitarisme et se garde bien de tout bellicisme.

Pour autant, le succès de ce nouveau parti est éphémère et la défaite de la France et les aléas de la période 1940-1945 vont avoir raison de ses ambitions et interdire son éventuel enracinement dans la société française de l'époque. Avant sa dissolution par les autorités allemandes d'occupation, le PSF, bien que rebaptisé Progrès social français pour s'adapter à un contexte où les partis ont mauvaise presse, entre en sommeil et se trouve écartelé par les divisions qui affectent la population française. Et surtout ses dirigeants se trouvent dans une situation inconfortable. D'une part, Vichy reprend une partie de la rhétorique du PSF et lui subtilise sa devise : Travail, Famille, Patrie, mais, d'autre part, il tient le colonel de La Rocque à l'écart des allées du pouvoir. Quant à celui-ci, si son légalisme le conduit à se montrer loyal envers le Maréchal, ses convictions le poussent à critiquer l'essentiel des positions politiques de Vichy, de la collaboration au statut des juifs, sans que cette semi-opposition apparaisse, en raison de la censure, comme un acte public connu de l'opinion. Il en va de même de la création en 1942 du réseau Klan, transmettant des renseignements militaires aux services secrets britanniques et non au BCRA de la France Libre. Si bien qu'à la Libération, l'image du « fascisme » contribue à rendre le PSF et ses héritiers suspects aux yeux du nouveau pouvoir, qu'il s'agisse du gaullisme auquel il a toujours été étranger ou de la gauche qui a désormais le vent en poupe.

Mais, au-delà de l'histoire propre du PSF, météore politique qui disparaît aussi vite qu'il est apparu, sa trace dans l'histoire invite à des questionnements qui s'inscrivent dans une perspective plus large que les quelques années de son existence.

En premier lieu, il s'agit de réfléchir aux cultures et aux traditions politiques qui ont façonné l'idéologie du PSF, en particulier

le conservatisme catholique social, cherchant sa réintégration dans la cité après l'expérience de la Première Guerre mondiale, combiné à une version du nationalisme en voie de modération après l'expérience unanimiste de l'union sacrée. Ce sont bien ces deux courants qui irriguent l'expérience du PSF et font de celui-ci l'aboutissement de l'évolution qui conduit du bonapartisme à la république autoritaire par le fil directeur de la démocratie plébiscitaire.

À moyen terme, le PSF constitue une pièce essentielle du processus de recomposition des droites produit par les deux guerres mondiales et l'évolution des structures partisans et qui voit se créer un parti de masse dans un secteur du monde politique dominé jusque-là par des formations de cadres. Le moteur de cette rénovation paraît bien résider dans l'élaboration d'une culture de rassemblement forgée durant la « guerre de trente ans » et dont une version sensiblement différente se retrouve dans le gaullisme de la fin des années quarante.

Enfin, il faut s'interroger sur l'explication de la ramification géographique presque universelle du PSF dans l'espace français, y compris dans le monde colonial, mais aussi dans des bastions politiques, sociaux et culturels de gauche, comme, par exemple, le département du Nord. Cette extension géographique appelle l'examen de la diversité combinée des enjeux nationaux et des enjeux locaux et, tout particulièrement, celui du rôle et de la vitalité des multiples satellites sociaux du PSF qui ont permis la constitution d'une véritable société gravitant autour de l'organisation politique et assurant sa forte présence dans la communauté nationale.

C'est bien un angle mort de l'histoire politique française, qui prépare et explique une partie de l'avenir, que tentent d'éclairer et de faire comprendre les pages qui suivent, issues du colloque organisé les 30 et 31 janvier 2014 par le Centre d'histoire de Sciences-Po.

PREMIÈRE PARTIE

Naissance et organisation du PSF

L'originalité du PSF dans le système politique français tient d'abord aux conditions de sa naissance que nous décrit Jean Vavasseur-Desperriers. Aux origines, une association élitiste d'anciens combattants décorés en première ligne, les Croix de feu. Mais à partir de ce noyau, le colonel de La Rocque construit une organisation regroupant tous ceux qui déclarent partager l'idéal des Croix de feu, c'est-à-dire la « mystique » patriotique, fraternelle, solidaire qui aurait animé durant la Grande Guerre les combattants des tranchées. L'association d'anciens combattants s'est transformée en ligue qui acquiert très vite les caractères d'un parti potentiel puisque son chef la dote d'un véritable programme fondé sur la méfiance envers le système politique, la volonté de réformer la Constitution pour renforcer le pouvoir exécutif, une priorité accordée à l'action sociale. La dissolution de la ligue en juin 1936 précipite la mutation en parti qui conserve la « mystique » des Croix de feu, mais gagne de nouveaux adhérents, se dote de nouvelles structures et va connaître une remarquable pénétration dans la société française.

C'est cette pénétration étudiée par David Bensoussan qui caractérise le PSF comme un parti de masse. D'abord par les effectifs rassemblés, entre 1 000 000 et 1 200 000 membres en 1939. Ensuite par une géographie qui assure la présence de ses sections sur l'ensemble du territoire national, même si sa densité est plus forte en France du Nord et dans les grandes villes que dans le monde rural, le Sud-Ouest ou le Massif Central. Mais également parce qu'il se distingue parmi les partis de droite qui trouvent leur appui chez les notables et dans la classe moyenne par un important recrutement populaire qui en fait un parti interclassiste. C'est également un parti intergénérationnel qui voit venir à lui des

familles entières et accorde dans ses rangs une large place aux femmes. Enfin, à travers les multiples formes d'engagement social qu'il pratique (son mot d'ordre n'est-il pas « social d'abord »?): syndicats, œuvres d'assistance, colonies de vacances, sections sportives, activités culturelles, fêtes, il a réussi à créer autour de lui une véritable sociabilité, caractéristique des partis de masse.

Pour autant, Jean-Paul Thomas s'interroge sur la place du PSF dans la galaxie des droites françaises, questionnant la nature d'un parti surgi de rien, devenu par le nombre de ses adhérents la formation politique la plus importante de l'histoire française et qui disparaît sans laisser d'héritage apparent. Sa réponse argumentée décrit le PSF comme une étape dans la mutation des droites. Son succès tient pour lui au triple héritage représenté par la mystique des tranchées, le legs du catholicisme social et la symbiose opérée par les traditions nationaliste et catholique avec la culture républicaine sous sa forme modérée. Moyennant quoi, il rassemble autour de lui des femmes et des hommes issus de toutes les traditions de droite, en particulier d'un catholicisme en recherche de réintégration politique sous une forme non confessionnelle, mais aussi de nombreux centristes issus des traditions démocrates-chrétiennes ou du centre-gauche. Pas plus qu'il n'est parti de rien, le PSF n'est resté sans postérité et Jean-Paul Thomas montre qu'après la guerre, il a irrigué par ses hommes et ses thèmes toutes les familles politiques de la droite et du centre, et particulièrement le gaullisme sous les IV^e et V^e Républiques, lui transmettant son discours modernisateur et ses idées sociales et patriotiques à vocation unitaire.

Des Croix de feu au PSF

Jean Vavasseur-Desperriers

Le « parti politique » est défini classiquement comme un organisme porteur d'un programme de gouvernement, qui met toute son énergie à parvenir à la direction des affaires en gagnant les élections, s'agissant bien sûr des organisations dont l'action se situe dans le cadre du système libéral démocratique. La forme politique appelée « ligue » ne présente pas les mêmes traits : elle se donne comme objectif la défense d'un intérêt ou d'une cause spécifique, combinée avec une allure souvent protestataire à l'égard du système politique en place¹. L'histoire nous montre une réalité complexe, certains partis pouvant relever de la ligue, sinon par leur dénomination ou par leur structure, au moins par leurs visées et leurs moyens d'action². Le cas qui nous retient ici est plutôt l'inverse. Il s'agit d'une organisation, le mouvement des Croix de feu, considérée le plus souvent comme une « ligue », bien qu'elle ne se soit jamais auto-désignée ainsi, qui, dès avant sa transformation officielle en parti, présente déjà les traits de ce dernier type de formation. Sous le nom de Parti social français, la nouvelle organisation allait devenir un parti de masse comme il n'en avait jamais existé auparavant au sein des droites françaises. Son histoire est

1. Serge Berstein, dans *L'Histoire des droites*, Jean-François Sirinelli (dir.), « La ligue », tome 2, 1^{re} partie, chapitre 2, en particulier « Nature et fonction des ligues », p. 65 (éd. 2006).

2. Ainsi Serge Berstein se demande si le Rassemblement du peuple français, l'éphémère formation gaulliste d'opposition (1947-1953), ne relève pas de la ligue plus que du parti (recrutement de masse, allure essentiellement protestataire). Fondation Charles-de-Gaulle – Université de Bordeaux-III (CARHC), *De Gaulle et le RPF (1947-1955)*, Paris, Armand Colin, 1998.

brève : le mouvement des Croix de feu, fondé en 1927, pris en mains par le colonel François de La Rocque en 1931, frappé d'interdiction par le gouvernement de Front populaire en 1936, se transforme en parti, le Parti social français (PSF), quelques semaines plus tard. Mais le PSF, malgré un développement impressionnant dans l'immédiat avant-guerre, ne devait guère survivre aux difficultés nées du second conflit mondial, et pratiquement disparaître dans la seconde partie des années 1940. L'organisation des Croix de feu avait elle-même connu une histoire complexe : ce groupe à l'origine peu nombreux avait été sensiblement transformé à partir de 1933. Sous l'impulsion de son nouveau chef, il avait amorcé à partir de 1933 une mutation quantitative aussi bien que structurale : il y avait bien eu évolution du mouvement vers la forme partisane, mais pour quel but et avec quels objectifs ? Les modalités de la création et du développement du PSF, dans le droit fil de cette évolution antérieure, permettent d'apporter de solides éléments de réponse à cette question. Il convient toutefois de préciser que le questionnement sur les objectifs et les modalités d'exercice du pouvoir, dans le cas, peu probable d'ailleurs, où le parti aurait pu y accéder, ne pourra jamais recevoir de réponse absolument catégorique. Mais les données semblent suffisantes pour parvenir à des conclusions relevant de la certitude raisonnable.

L'héritage des premiers Croix de feu : de la « mystique » au projet politique

On va voir qu'en juillet 1936 des traits de la petite association des origines, créée en novembre 1927, l'Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat, dite des Croix de feu, il ne restait plus grand-chose³. Son fonda-

3. Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque (1885-1946), ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.